

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25005 Besançon

Besançon, le 27 juillet 2022

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 15/06/2022

**Contexte et constats**

Publié sur



**ARDEA**  
48 route Nationale  
B.P. 6  
25220 ROCHE LEZ BEAUPRE

Références : UID257090/SPR/WG/CN 2022 – 0727E

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2022 dans l'établissement ARDEA implanté 48 route Nationale B.P. 6 25220 ROCHE LEZ BEAUPRE.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARDEA
- 48 route Nationale B.P. 6 25220 ROCHE LEZ BEAUPRE
- Code AIOT dans GUN : 0005900564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

La société est spécialisée dans la condition de produits destinées aux industriels mais surtout aux particuliers pour des usages du quotidien dont le bricolage.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- eaux souterraines

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 11/09/2009, article 8	/	Sans objet
Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 03/11/1999, article 37.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit limiter toute pollution de la nappe perchée par les eaux superficielles en améliorant la qualité des ouvrages (piézomètres et puits de dépollution) en relation avec cette nappe perchée.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2009, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b> ... Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. ...
<b>Constats :</b> Le contrôle a pris comme référence l'annexe 1 intitulée "plan de localisation des piézomètres" du rapport technique portant sur la campagne de suivi de la qualité des eaux souterraines d'avril 2021, pour vérifier leur présence et leur bonne intégrité. Cette annexe comprend également les puits de dépollution de la nappe superficielle. Le contrôle a été conduit par sondage sur les ouvrages (piézomètres et puits (Les puits servent au traitement de la nappe perchée qui est polluée par des hydrocarbures)) situés à l'intérieur du site. Au total, 8 piézomètres et 13 puits ont été identifiés. Il ressort des constats relatifs à ces 21 ouvrages, que : <ul style="list-style-type: none"><li>- tous les piézomètres sont équipés d'un couvercle mais qu'il manque souvent un cadenas (pour ceux qui disposent d'une tête positionnée au dessus du niveau du sol) ;</li><li>- le puits n°P4 ne comporte plus qu'un tube dépassant d'une trentaine de centimètres au dessus du sol et est sectionné à cette même hauteur. En effet, la partie haute qui permet au puits d'être relié au système de traitement n'est plus présente. Dans ces conditions, le puits permet une communication directe avec la nappe perchée.</li></ul> Les zones d'implantation des piézomètres sont parfois confondues avec celles de lieu de circulation ou de manoeuvre d'engin. Dans cette configuration, la mise en place de protection au niveau des ouvrages permettrait d'assurer le maintien de leur intégrité à long terme.
<b>Observations :</b> L'exploitant fournira sous 15 jours un plan d'actions conduisant au respect de cette prescription. Les travaux sur le puits n° P4 sont à réaliser le plus rapidement possible.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Mise à jour de l'étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/11/1999, article 37.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour quinquennale de l'étude des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> Les études des dangers analysant les scénarii et les conséquences possibles seront réactualisées par l'exploitant lors de toute modification notable des installations et au minimum tous les 5 ans ...
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que la remise de l'étude de dangers serait effectuée sous un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet